



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général

Direction de la coordination
des politiques interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Ref : DCPI-BICPE/ TD

Arrêté préfectoral abrogeant la mise en demeure du 8 décembre 2020 à l'encontre de la société SEQUOIA pour son établissement situé à SEQUEDIN.

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et L. 511-1 et L. 514-5 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L. 411-2 ;
- Vu le code de justice administrative, et notamment son article R. 421-1 ;
- Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;
- Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 14 avril 2021 portant délégation de signature à M. Nicolas VENTRE, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2005 accordant à Lille Métropole Communauté Urbaine (LMCU) – siège social 1, rue du Ballon, BP 749, 59034 Lille Cedex – l'autorisation d'exploiter un centre de valorisation organique et de transfert de déchets sur les communes de LOOS et SEQUEDIN;
- Vu l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2014 imposant à la société Carbiolane des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement de SEQUEDIN ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2020 mettant en demeure la société SEQUOIA de respecter les prescriptions applicables aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, pour son établissement situé à SEQUEDIN ;

Vu la demande du 27 novembre 2017 de changement d'exploitant de l'installation de SEQUEDIN à la suite de la notification du marché attribué par la Métropole européenne de Lille à la société SEQUOIA ;

Vu la visite d'inspection du 15 avril 2021 ;

Vu le rapport d'inspection du 27 avril 2021 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, duquel il ressort que l'exploitant a respecté les prescriptions de la mise en demeure du 8 décembre 2020 ;

Considérant par conséquent la nécessité d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 décembre 2020 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1 – Objet

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 décembre 2020 à l'encontre de la société SEQUOIA pour son établissement situé sur la commune de SEQUEDIN, sont abrogées.

Article 2 – Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé à Monsieur le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.
- et/ou recours hiérarchique, adressé à Madame la ministre de la transition écologique – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

En outre, et en application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du code de justice administrative.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prolongé de deux mois.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 Lille Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 3 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée :

- à Monsieur le maire de SEQUEDIN,
- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de SEQUEDIN, et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie de SEQUEDIN, pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2021>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le 02 JUL. 2021

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général adjoint



Nicolas VENTRE